

Une voix: C'est honteux!

M. Nowlan: Le gouvernement devrait avoir honte de rester assis sur son postérieur. Voici ma question: Le ministre se renseignerait-il auprès des diverses parties pour s'assurer que plus d'une centaine de questions importantes sont encore en litige, et ferait-il demain rapport à la Chambre et à la population du Canada sur ce qui retarde le règlement de ce différend où est en cause une société de la Couronne qui coûte la plus cher aux contribuables?

[Français]

L'hon. M. Pelletier: Je ne crois pas, monsieur le président, qu'il soit approprié pour un ministre de faire un compte rendu quotidien, à l'appel des motions, sur les négociations entre une agence de la Couronne et ses employés. La réponse à l'honorable député est donc: non, à moins qu'il ne survienne des faits nouveaux.

• (1450)

[Traduction]

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): A titre de question supplémentaire, monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au secrétaire d'État s'il est prêt à suivre une proposition faite par le vice-président pour le Québec de l'exploitation de Radio-Canada au président de cette société, et à exhorter ce dernier à participer lui-même aux négociations, armé d'un certain pouvoir, afin de permettre un règlement rapide du différend?

* * *

LES PÊCHES

LA BAISSÉ DE CERTAINES PRISES—LES ENTRETIENS AVEC LA RUSSIE ET D'AUTRES PAYS CONCERNANT LA CONSERVATION

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné la baisse constatée dans la prise d'aiglefin, de rouget, de morue et de hareng par les pêcheurs canadiens due aux prises trop abondantes de ces espèces par les flottes russes, allemandes et polonaises sur notre plateau continental, le ministre a-t-il eu des entretiens récemment avec ces pays, et plus précisément avec son homologue de l'URSS, quant à la nécessité d'appliquer des mesures de conservation à l'égard des ressources en poisson de fond de notre plateau continental?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'ai fait des déclarations de ce genre en ma qualité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, mais mon collègue, le ministre de l'Environnement, a eu des entretiens à ce sujet et il exhorte vivement les intéressés à prendre des mesures de conservation suffisantes pour sauvegarder ces espèces.

M. Crouse: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre des Pêches. Comme les prises ont baissé d'un tiers environ dans le cas de ces espèces, le ministre aurait-il l'obligeance de déposer à la Chambre le résultat de ses entretiens avec les Russes sur une aussi importante question?

L'hon. Jack Davis (Ministre des Pêches): Monsieur l'Orateur, je pense qu'on a publié hier les résultats des négociations avec les 13 autres nations de la Commission des pêches de l'Atlantique Nord, sur la pêche du hareng. Les réserves de hareng s'épuisent. Nous avons établi des quotas pour la première fois—nous avons conclu des ententes internationales au sujet de quotas dans les eaux internationales dont certaines modifications devraient, avec le temps, remédier à la situation.

M. Crouse: Monsieur l'Orateur, une autre question supplémentaire. Est-ce que les quotas...

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence accorde la parole au député, mais je signale à la Chambre que le temps va encore une fois nous manquer.

M. Crouse: Une brève question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je sais qu'une déclaration sur le hareng a été déposée hier, mais ma question avait trait aux grandes pêcheries de morue sur les bancs de Terre-Neuve. Le Canada et les pays que j'ai mentionnés ont-ils établi des quotas sur la morue?

L'hon. M. Davis: Pas encore, monsieur l'Orateur, car nous nous occupons d'une espèce à la fois. Mais le principe en la matière est maintenant reconnu. Les 14 nations se sont mises d'accord pour la première fois sur l'établissement de quotas d'ensemble et séparément dans les eaux internationales.

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

LE DÉPÔT DU RAPPORT STANBURY-FIELDS

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, il paraît que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien aimerait qu'on lui pose une question. S'occupera-t-il volontiers de déposer à la Chambre le rapport Stanbury-Fields sur l'imposition des Indiens de la Colombie-Britannique?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, nous ne pouvons pas publier ce rapport, parce qu'il nous faut le consentement du gouvernement de la Colombie-Britannique, et il est probable que l'honorable député de Skeena a de meilleures relations avec ce gouvernement que moi-même.

* * *

LES TEXTES RÉGLEMENTAIRES

LA FORMATION DU COMITÉ—LES MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT

[Traduction]

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse soit au président du Conseil privé, soit au ministre de la Justice. L'un d'eux dirait-il à la Chambre quand on se propose de présenter le projet de résolution établissant le comité des textes réglementaires, ainsi que le projet de résolution concernant les modifications à apporter au Règlement de la Chambre, pour permettre à ce comité de fonctionner?